

ADRESSE
DE LA SOCIÉTÉ
DES AMIS DE LA CONSTITUTION, SÉANTE A AUCH; AUX HABITANS DE LA CAMPAGNE.

Nos bons Amis,

Elle s'établit, elle se consolide de jour en jour cette Constitution depuis si long-temps attendue. Jusqu'ici vous aviez vécu sous le règne des distinctions & de l'oppression, & maintenant vous vivrez sous celui de la liberté & de l'égalité.

Cette égalité, nos bons Amis, vous rend tous égaux en droits, c'est-à-dire, que vous recueillerez tous également le fruit de vos travaux, sans en voir la plus précieuse partie passer en des mains étrangères. Vous jouirez tous des mêmes avantages de la société; vous pourrez tous parvenir aux pénibles & honorables fonctions du Gouvernement; votre mérite & votre vertu seront les seuls titres qu'on exigera de vous; vous pourrez sans obstacle déployer vos talens & votre industrie: cependant cette égalité ne s'étend pas jusques sur les fortunes, comme des ennemis du bien public auroient pu vous l'insinuer. Non, nos bons Amis, l'égalité des biens n'est pas plus possible que celle des qualités physiques & morales, qui accroissent ou dissipent sans cesse les fortunes. Expliquons-nous: vous ne pouvez pas

assurément exiger de tous les hommes la même vigueur, les mêmes mœurs; ainsi donc le plus fort l'emporteroit toujours sur le plus foible, & le plus économe auroit bientôt acquis la portion du dissipateur. Dès cet instant donc cette égalité ne subsisteroit plus; d'ailleurs elle a été tentée chez une infinité de Peuples, & ça été par-tout inutilement.

J'ai dit encore, nons bons Amis, que désormais nous vivrons libres. Remarquez que cette liberté consiste dans l'exécution de cette belle maxime : *Ne faites point aux autres ce que vous ne voudriez point que les autres vous fissent.* D'après cela, il s'ensuit que vous êtes libres de faire tout ce que la loi ne défend pas, parce que la loi n'a défendu que ce qui peut être préjudiciable à autrui.

Il est en outre des abolitions de certains abus qui doivent nous faire abhorrer l'ancien régime, & adorer la nouvelle Constitution. Ces abus se glissoient par-tout; dans les droits que la Nation avoit perdus, dans ceux que le Roi s'étoit arrogés; dans la perception des impôts, dans la manière dont on rendoit la justice, dans la violation des propriétés; & ce qui est bien plus criant encore, dans l'exercice du culte religieux.

Les droits que la Nation avoit perdus sont ceux de sa souveraineté, que le Roi s'étoit arrogée. C'est à la Nation, c'est-à-dire, à la totalité des Citoyens, représentée par ses délégués, qu'appartient le pouvoir souverain, & aucun pouvoir n'est légitime s'il n'est conféré par ses Représentans. Le Roi qui, dans l'ancien régime, faisoit des lois quand il lui plaisoit, n'a plus actuellement que le droit de les sanctionner, droit auquel il auroit dû se borner, & alors nous n'eus-



ſions pas vu autant de déſordres : c'eſt lui encore qui eſt chargé de faire exécuter les lois, ou par lui-même, ou par ſes agens. Mais il ne pourra plus impoſer des contributions à ſon gré ; il ne pourra plus enlever la ſubſtance du pauvre, pour entretenir le luxe immodéré d'une Cour perverſe & corrompue ; il ne pourra plus vous ordonner à ſon gré des corvées pour applanir des routes aux ſangſues de l'État. Toutes les contributions ſont impoſées par la Nation, & chacun de vous peut en connoître l'emploi : elles ne ſont que pour des objets indiſpenſables, tels que le payement des Troupes, des Tribunaux de juſtice, d'Adminiſtration, des Fonctionnaires publics, &c. ; & d'ailleurs ces contributions ſeront payées proportionnellement par tout le monde, ſans diſtinction quelconque. Avec quel empreſſement ne devez-vous donc pas ſatisfaire à cette redevance ſacrée !

Nous ſavons, nos bons Amis, qu'on ne ceſſe de vous inſinuer que les impoſitions ſont plus fortes qu'autrefois. Qu'ils ſont méchans & fourbes ces calomniateurs ! Il peut ſe faire que vous payez plus en numéraire ; mais auſſi toutes les dixmes ſont-elles pour vous. Mettez donc en maſſe les dixmes que vous payiez autrefois avec les impoſitions qu'on levoit ſur vous, & vous verrez que vous ne payez peut-être pas la moitié, du moins ſommes-nous bien aſſurés que vous ne payez pas autant. N'écoutez donc pas ces perturbateurs du bon ordre & du repos public : venez dans nos Sociétés, aſſiſtez à nos inſtructions ; elles ne ſont que pour votre avantage & votre bonheur ; nos travaux & notre ſollicitude ne tendent qu'à ce but.

Qui de vous, nos bons Amis, peut penſer de

ſang-froid à la manière dont ſe rendoit autrefois la juſtice ? Celui qui payoit le plus étoit celui qui gagnoit ſon procès, & preſque toujours le pauvre ſuccomboit. Il n'en eſt pas actuellement de même ; la juſtice vous eſt rendue gratuitement par des juges que vous vous êtes vous-mêmes choiſis. Aſſurés de leur intégrité, ils doivent avoir votre confiance, ſur-tout le Juge de paix, qui vraiſemblablement terminera à l'amiable tous vos différens. Allez à lui avec la même confiance que des enfans doivent avoir pour leur père ; ſuivez ſes conſeils, ils ne tendront tous qu'au maintien de votre tranquillité & de votre proſpérité.

Et d'ailleurs, combien de ſujets de procès la Conſtitution n'a-t-elle pas aboli ? A combien d'injuſtices n'a-t-elle pas fermé la porte par l'abolition des dixmes, des droits féodaux, des gabelles, & d'une infinité d'autres impôts qui révoltoient la nature, & dégradoient l'humanité ! Tantôt, pour un manquement ridicule, un avide Seigneur s'emparoit du champ de ſon vaſſal, & la famille de cet infortuné languiſſoit pour toujours dans l'indigence & la misère ; tantôt un avare Miniſtre des ſaints Autels, qui n'eût dû être ſur la terre que le repréſentant d'un Dieu déſintéreſſé, ruinoit par d'iniques procès un malheureux qui n'avoit à ſe reprocher, envers ſon mercenaire Paſteur, que d'avoir ſouſtrait à ſa cupidité une partie d'une dette injuſtement acquiſe, & dont il ne pouvoit ſe paſſer pour arracher ſon innocente famille aux horreurs de la faim ; tantôt un honnête & induſtrieux Citoyen ſe voyoit ſaiſir, dans ſes paiſibles foyers, par les impitoyables ſatellites du deſpotiſme, & trainé à la chaîne pour avoir voulu profiter d'une partie

des droits que la nature lui avoit libéralement prodigués en naissant. Ah! nos Amis, nos Frères, nos chers Concitoyens, détestons à jamais de pareilles barbaries, & ne songeons plus qu'à maintenir, même au péril de notre vie, une Constitution qui nous en délivre.

Ce n'étoit pas tout, nos bons Amis, voici le comble de l'horreur. Ce sont les abus qui s'étoient glissés parmi les Ministres d'un Dieu de paix, & le plus souvent ils ne paroissoient parmi vous que pour y prêcher la discorde. Loin de vous ces loups ravissans; ils ne pourront plus désormais semer aussi aisément la dissention dans vos familles. Dépouillée d'une foule d'absurdes préjugés & de cérémonies tout au moins ridicules, leur religion sainte ne paroîtra plus à vos yeux que dans sa pureté: ses Ministres, formés à l'école de l'humanité, ne seront plus que les organes de cet Être suprême, qui veut la tolérance & non le sacrifice; ils ne vous diront pas, ces Ministres, de plonger le poignard dans le sein de celui de vos Frères qui ne fréquentera point vos Temples, de haïr, de persécuter, d'exterminer même son innocente famille..... Ah, nos Amis! que leurs sentimens sont différens! Ils vous diront, & en cela ils seront les vrais organes de la Divinité, de nos Représentans, de la saine philosophie & de l'humanité; ils vous diront d'aimer tout homme comme votre Frère, de veiller à la conservation de ses propriétés, au lieu de les dilapider sous de frivoles & de perfides prétextes; ils vous diront de respecter son culte, d'en protéger même l'exercice avec la même ardeur & le même intérêt que vous le feriez pour le vôtre. Vous les verrez désormais avec le Juif, le Calviniste,

le Mahomêtan &c., ne former plus qu'une Société d'Amis & des Frères, ne plus tendre tous ensemble qu'au but de vous rendre heureux. De sanguinaires disputes, pour des choses que la plupart ne comprenoient pas, ne les agiteront plus : vous ne le verrez plus s'égorger pour des systèmes destructeurs; mais, tous de concert, vous les entendrez vous adresser ces paroles de paix & de tolérance. Nos bons Amis, nos Frères, quelle que soit votre croyance, quelle que soit la manière dont vous honorez la Divinité, observez parmi vous l'affection la plus intime. Loin de vous des disputes puériles qui pourroient altérer l'harmonie qui doit vous unir : l'ordre social, la prospérité publique exigent que vous concouriez tous au même but, celui du bonheur. Il vient au-devant de vous ce bonheur, ne le laissez pas échapper : il consiste, vous le savez, dans le maintien de notre admirable Constitution, dont les bases sont fondées dans les Codes émanés de l'Éternel. Pour nous, nos bons Amis, établis pour être les Ministres de vos cultes, nous manquerions le but de notre mission, si, en vous exhortant à honorer la Divinité, nous ne vous prêchions pas la paix, l'union, la concorde avec tous les Citoyens, n'importe l'opinion qu'ils peuvent avoir d'ailleurs.

Tels seront à peu près, nos bons Amis, les discours que ces charitables Ministres vous adresseront désormais. Plaignez donc ces êtres fanatiques, qui ne cessent d'aboyer depuis que la Nation les a mis à même de ne plus faire du mal; méprisez leurs hurlemens, leur rage est impuissante. Mais aussi s'ils tendoient à ébranler notre Constitution, s'ils fomentoient des troubles, s'ils chercheoient à renverser l'ordre pu-

blic, Sentinelles vigilantes éveillez-vous ; hâtez-vous de dénoncer leurs coupables manœuvres à ceux qui ſont chargés par la loi de la punition du crime, & bientôt la peine ſuivra le forfait.

Voilà en abrégé, nos bons Amis, les bienfaits que nous procure notre nouvelle Conſtitution, & les abus qu'elle détruit. Ce ſeroit peu de vous en tenir là : vous devez acquérir des connoiſſances plus profondes ; & le moyen d'y parvenir commodément, c'eſt d'établir parmi vous des Aſſemblées, des Sociétés, où les Dimanches & les Fêtes, aux heures qui vous ſeront les plus commodes, les plus inſtruits d'entre vous pourront expliquer notre Code conſtitutionnel ; chaque mot découvre une grande vérité, & chaque vérité peut procurer un grand bien. Eh ! bien, nos bons Amis, le ſeul, l'unique moyen de les connoître ces vérités, & d'en ſuivre la pratique, c'eſt, nous vous le répétons, de former parmi vous des aſſociations. Vos connoiſſances ſe développeront, elles s'étendront ; elles vous indiqueront les ſources du vrai bonheur : une honnête liberté, une douce aiſance, une paix aimable l'accompagneront, & bientôt vous verrez vos cabanes mal ſaines ſe changer en maiſons commodes. L'étranger qui parcourra nos climats, s'apercevra que ceux qui les habitent vivent dans l'abondance & la tranquillité ; il verra des Campagnes floriſſantes, des Peuples libres, des Magiſtrats choiſis par le ſuffrage de leurs égaux, des Citoyens fortunés ; il verra le riche devenu courtiſan du Peuple, employant le labeur du pauvre, bien moins à des uſages domeſtiques qu'à des travaux utiles à la Patrie. Voilà encore une fois, nos bons Amis, la perſpective que nous offre le travail infatigable de nos incorrup-

tibles Législateurs. Leur constante persévérance, ce grand courage qu'ils déploient tous les jours dans les pièges qu'on leur tend, & dans les périls qui menaçent la Patrie, tout cela n'est que pour votre liberté & pour votre bonheur; hâtez-vous de le saisir, le temps est plus que jamais propice: un plus long délai pourroit en différer la possession & l'éloigner pour toujours.

Nous ne finirons pas, nos bons Amis, sans vous parler de la Guerre; cet article doit vous intéresser, puisqu'il va décider de notre sort. Quelques pertes que nous avons essuyées les premiers jours, ont été effacées par des avantages réitérés. Nous n'ignorons pas que les ennemis de votre repos & du bien public les exagèrent extraordinairement; cependant leur règne tombe de jour en jour, & sous peu, il n'existera plus. Néanmoins, nos bons Amis, quels que soient nos succès, quels que puissent être nos revers, gardez-vous bien de vous porter de vous-mêmes à quelque extrémité. Respectez toujours les propriétés de vos voisins, leurs vies, leurs personnes; ce respect, fondé sur la nature, forme un des articles sacrés des Droits de l'Homme. Laissez seulement agir nos Armées; laissez-vous conduire par les Autorités que vous vous êtes choisies, & soyez persuadés que de ce concert unanime résultera votre prospérité. Déjà la Patrie en danger a réclamé, pour la sauver, vos Fils, vos Frères, vos Amis; ils ont volé à son secours. Forts de leur vertu & de l'amour de la liberté, ils combattront pour elle; & la victoire, n'en doutons pas, couronnera leurs valeureux projets.

Les Membres de la Société des Amis de la Constitution séante à Auch. BEAUGRAND, Président. DUPUY, DUPETIT, SARRAU, SEILLAN, Secrét.